

Arrêté mis en ligne le 26 septembre 2023

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/CS

## **ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE**

**Du 18 septembre 2023**

ST/A-2023-660

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> septembre 2022,

Vu la demande présentée par l'entreprise Allez & Cie sise 15 rue de la Ricodonne – BP 51 - 33451 SAINT LOUBES Cedex, pour des travaux pour le compte d'ENEDIS, pose de câble en tranchée sous trottoir, chaussée et accotement pour un raccordement ENEDIS avenue du Général de Gaulle/giratoire Centre Commercial Carrefour.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

### **ARRETE :**

**ARTICLE 1° - A compter du 2 octobre 2023 et jusqu'au 30 novembre 2023**, le stationnement sera interdit avenue du Général de Gaulle, suivant l'avancement du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

**ARTICLE 2° - La piste cyclable sera interrompue avenue du Général de Gaulle, au droit du chantier.**

**ARTICLE 3° - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.**

**ARTICLE 4° - La signalisation nécessaire sera mise en place par l'entreprise.**

**ARTICLE 5° - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.**

**ARTICLE 6° - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :**

- ✓ d'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le dix-huit septembre deux mille vingt trois



Pour le Maire par délégation  
Le conseiller délégué à la voirie,  
à la propreté,  
au Centre Technique Municipal  
Et au plan communal de sauvegarde

\* Bilal HALHOUL